

La Question nationale en Finlande¹

La question nationale, aussi étrange que cela puisse paraître, ne provoquait chez l'ancienne social-démocratie qu'un intérêt très restreint. La question de la langue officielle, la lutte de classes de la petite bourgeoisie, et des agriculteurs de Finlande, revendiquant le droit de parler leur langue nationale, menée contre les classes de la noblesse suédoise, de la haute bourgeoisie et de la bureaucratie au pouvoir, touchait à son terme lorsque, il y a plus de 25 ans, le mouvement ouvrier prit le caractère d'une lutte consciente de classes. La langue finlandaise fut tolérée légalement en qualité de langue officielle au même titre que la langue suédoise bien que dans une proportion loin d'être satisfaisante. Des relations amicales s'établirent dans le mouvement ouvrier entre ouvriers finlandais et suédois, là où se trouvaient ces derniers (comme à Helsingfors², Åbo³, Vase⁴). Certes, il y eut bien encore certains frottements qui s'expliquent par le fait qu'un certain nombre d'ouvriers de langue suédoise occupaient une position privilégiée, qui les mettait au rang de la petite bourgeoisie (il y avait parmi eux beaucoup d'employés de bureau, de tramways et de chemins de fer).

La réforme de la représentation nationale donna en 1906 aux Suédois une place au parlement qui correspondait à leur nombre (1/8 du nombre total des députés), tandis que sous l'ancien système de vote par états ils disposaient de la majorité dans deux d'entre eux (la noblesse et la bourgeoisie) en opposition aux deux autres classes (celle du clergé et celle des paysans), dans lesquelles la majorité appartenait aux Finlandais. La puissance économique de la bourgeoisie et des propriétaires suédois restait malgré tout assez importante : actuellement elle est peut-être égale à celle des classes bourgeoises finlandaises. A l'université, dans les écoles supérieures et inférieures, les Suédois défendaient leurs positions avec une grande opiniâtreté.

Quant à la langue russe, elle n'était parlée que par les satrapes et les carriéristes ; elle avait été imposée par force aux Finlandais par Bobrikov⁵ et n'était comprise que des officiers, de certains commerçants, d'employés avides d'avancement (traîtres à la patrie) et des professeurs de langues étrangères ; tous les autres citoyens l'oubliaient aussitôt sortis de l'école.

Les Finlandais ne connaissent la culture russe que d'après des traductions littéraires assez complètes. Les marchands russes, etc. (à Helsingfors, à Viborg) étaient en assez bons termes avec la population locale. En Finlande, les ouvriers russes étaient peu nombreux, ils avaient quelques organisations à eux, peu importantes, qui se trouvaient sous la surveillance de la police et maintenaient des relations avec les organisations finlandaises. L'armée, les soldats comme les officiers, menait l'existence isolée d'une armée d'occupation. Les Israélites qui se trouvaient en petit nombre étaient privés de tous droits. Ils ont exploité au cours de ces derniers temps leur position « légale » de marchands de vieux habits pour la création d'une industrie de confections alimentée par des ateliers travaillant selon le « sweating system ». Pendant la guerre ils amassèrent de grandes fortunes et se livrèrent aux spéculations de bourse, ce qui excita l'envie de leurs concurrents. Les tentatives de propagande anti-sémite faites par les vieux Finlandais n'eurent cependant pas de succès. Les ouvriers en 1905-1906 luttèrent énergiquement pour les droits des Juifs, mais la réaction qui survint retarda la solution de cette question.

Les rapports avec la Russie n'étaient pas une question nationale, mais gouvernementale.

A chaque tentative faite pour provoquer un coup d'Etat (soit par la violation de la Constitution particulière de la Finlande, soit par les édits de 1899 et 1903 et à l'aide de la Douma impériale en 1910) tout le peuple finlandais se mettait sur la défensive et les « séparatistes » n'avaient pas un seul adversaire au parlement finlandais⁶. La Finlande refusa d'envoyer ses représentants à la Douma impériale. Il semble cependant que la haute bourgeoisie ait eu certains plans concernant l'établissement d'une « cohabitation pacifique » et la reconnaissance de la législation impériale pour obtenir à ce prix la sienne « propre », c'est-à-dire le gouvernement de la haute bourgeoisie au lieu de la domination des officiers russes et demi-russes. Cette tendance subsista pendant la guerre, maintenue par les commandes militaires, bien que la bourgeoisie de concert avec les classes cultivées cherchât déjà une orientation allemande, en envoyant les jeunes gens en Allemagne pour y faire leur instruction militaire (mouvement des chasseurs).

La révolution a fait surgir une nouvelle question d'un caractère national — celle des armées russes n'ayant toujours inquiété la population petite bourgeoise que dans le domaine des relations conjugales.

Ces armées représentaient maintenant un facteur social important. Les assassinats d'officiers à Helsingfors effrayèrent la bourgeoisie finlandaise ; la part que prirent les soldats dans la grève, leurs manifestations dans la salle même du tribunal en faveur du prolétariat provoquèrent une grande indignation de sa part et elle profita de quelques excès pour mener parmi la petite bourgeoisie et les paysans une agitation contre les Russes.

En relation avec tout cela on activa l'organisation du « corps des pompiers » appelé ouvertement, par la suite,

1 Source : numéro 25 du *Bulletin communiste* (première année), 19 août 1920.

2 Aujourd'hui Helsinki.

3 Aujourd'hui Turku.

4 Probablement Vaasa.

5 Nommé gouverneur général de Finlande par le tsar Nicolas II en 1898, assassiné en 1904 par un nationaliste finlandais.

6 Le texte du *Bulletin communiste* emploie le mot *Sejma* qui ressemble au polonais *Sejm* mais ne semble pas avoir jamais désigné le parlement finlandais, dont il est clairement ici. Aussi avons-nous préféré écrire « parlement finlandais ».

corps de garde. Au fur et à mesure que le prolétariat fraternisait avec les soldats et posait des revendications de plus en plus précises, cette garde tournait sa bienveillante attention vers le mouvement ouvrier. La situation devint particulièrement tendue pendant l'été de 1917 lorsque la garde rouge fut organisée et reconnue par le parti social-démocrate en qualité de « garde de l'ordre ».

La question finlandaise devint dès les premiers jours un des problèmes de la révolution russe. Le gouvernement provisoire (sans être soutenu par Goutchkov et Godnev) qui assumait en qualité d'héritier des droits monarchiques du tsar ses fonctions de grand-duc de Finlande rétablit dans ce pays la situation telle qu'elle était avant Bobrikov.

Cet édit fut la cause d'un nouveau conflit. Les activistes, se basant sur l'ancienne « forme de gouvernement » de 1772, déclarèrent que les droits de la dynastie devaient échoir maintenant au parlement finlandais. La majorité social-démocrate du parlement finlandais, tout en inclinant vers le même point de vue, n'en menait pas moins une politique opportuniste extrêmement prudente ; le parti (en juin 1917) avait posé en principe la revendication de l'indépendance absolue de la Finlande, mais il était prêt jusqu'à la conclusion de la paix à reconnaître à la Russie le droit de résoudre les questions militaires et de régler la politique extérieure du pays. Le droit de décider des destinées de la Finlande était catégoriquement refusé à l'Assemblée Constituante. De tous les partis russes seul celui des bolcheviks reconnaissait à la Finlande le droit d'indépendance absolue. Le premier congrès des Soviets se vit contraint de prendre la défense des droits du peuple finlandais à se gouverner lui-même. Il exigea la reconnaissance immédiate de tous les droits du parlement finlandais (sauf celui de décider des questions militaires et de politique extérieure). Se basant sur cette résolution le parlement finlandais, en dépit des conseils de la députation menchéviste se déclara plénipotentiaire, mais fut dissout par Kerensky qui employa la force armée. On peut tirer de cet exemple ces premières conclusions instructives : les valets de l'impérialisme en Russie avaient jeté bas leur masque de « démocratie révolutionnaire ». Quant à la bourgeoisie finlandaise elle trahit l'œuvre nationale que représentait la majorité ouvrière.

La bourgeoisie finlandaise reconnut Kerensky « en possession du pouvoir suprême en Finlande », mais cela n'empêcha pas cette même bourgeoisie ayant obtenu la majorité des voix aux élections du parlement finlandais de refuser après la révolution d'octobre de reconnaître le même titre, au soviét des Commissaires du Peuple ; de plus, le gouverneur de Svinhufvud proclama avec le consentement du parlement finlandais l'indépendance de la Finlande. Les social-démocrates obtinrent (en janvier 1918) que cette indépendance fût reconnue par le pouvoir soviétiste. Les masses ouvrières restaient malgré tout assez indifférentes à cette question ; leur intérêt se concentrait sur la question alimentaire et celle de l'armement de la garde volontaire (qu'on nommait garde des « bouchers »). La politique hésitante du parti social-démocrate au moment de la grève de novembre lui fit perdre une bonne partie de son influence⁷.

Dès lors la bourgeoisie finlandaise se sentit soutenue par une force assez importante. Elle mettait son espoir dans l'impérialisme allemand et dans la force armée de la garde volontaire. La bourgeoisie avait par tous les moyens possibles la haine nationale des paysans réactionnaires à l'égard des Russes, qui était encore augmentée par les travaux d'instruction militaire et la politique alimentaire. Le gouvernement envoya un ultimatum exigeant le renvoi de Finlande des armées russes, sur la conduite desquelles des plaintes étaient en même temps envoyées secrètement à l'étranger. Profitant de certains excès de la garde rouge, la bourgeoisie sut empêcher l'aile gauche du parti agraire de former un bloc gouvernemental avec l'aile droite des social-démocrates dont les représentants au parlement finlandais avaient la naïveté d'espérer qu'ils pourraient au moyen d'un tel bloc atténuer dans une certaine mesure l'intensité de la crise. Il est vrai qu'en novembre déjà, le parti social-démocrate déclara qu'il n'exigeait pas l'évacuation des armées russes. L'auteur du présent article jeta le trouble dans la bourgeoisie en déclarant au parlement finlandais que les armées russes en Finlande défendaient Petrograd contre l'impérialisme allemand. Mais ce n'était pas l'opinion des éléments de droite. Il était facile de voir dans la presse social-démocrate des déclarations mettant le pays en garde contre le danger d'avoir recours à l'aide « étrangère » ; il semble même qu'on ait exploité à ce sujet la parole de [Karl Liebknecht](#) que les ouvriers de chaque pays doivent en finir eux-mêmes avec leur bourgeoisie.

Un tel point de vue ne pouvait cependant pas être développé devant les masses ouvrières, car le prolétariat voyait dans les armées russes sa meilleure défense contre la garde blanche, (la Finlande n'avait pas d'armée nationale depuis l'année 1902). Nous devons éprouver par la suite une certaine désillusion à ce sujet, du fait qu'une grande partie de l'ancienne armée se trouva démoralisée, lorsque se déclencha la guerre civile. Les armées qui se trouvaient dans la Finlande du sud furent à la fin de janvier prises au dépourvu par les blancs ; dans la Finlande du sud une grande partie d'entre elles — les choses se passaient au moment de la paix de Brest — se démobilisa d'elle-même tandis qu'une partie restait neutre (les officiers n'en rendaient pas moins de grands services aux blancs). Notre ignorance de la langue russe nous a causé à ce moment des préjudices irréparables.

Il y eut pourtant des révolutionnaires russes volontaires qui luttèrent fraternellement aux côtés de la garde rouge finlandaise nous apportant le soutien particulièrement précieux de leurs spécialistes : les officiers, les artilleurs, les médecins etc... Les médecins finlandais refusaient de soigner les rouges et les blancs fusillaient même les infirmiers. Les stocks d'armes et d'équipement fournis par nos camarades russes nous ont été particulièrement précieux. La fraternité des prolétaires russes et finlandais scellée dans le sang fut même une des meilleures leçons de cette lutte et ce sang versé creuse à jamais un abîme infranchissable entre les classes de Finlande. L'illusion d'un gouvernement national s'est

⁷ Voir O. V. Kuusinen, *La révolution en Finlande, auto-critique et la Lettre ouverte au camarade Lénine* des communistes finlandais en septembre 1918.

également dissipée.

La guerre civile a débarrassé le prolétariat finlandais de bien d'autres illusions et particulièrement de celle de « l'indépendance nationale ».

Pour démontrer la nécessité d'une soumission vassale à l'Allemagne les laquais de la grosse bourgeoisie s'empressèrent de constater l'impossibilité de conserver l'indépendance des petits peuples. La bourgeoisie a jeté son masque, découvrant sa figure réactionnaire : toutes ces coquetteries avec la démocratie cessèrent et les tendances au carnage de la bourgeoisie trouvèrent leur expression dans la terreur blanche ; après le coup d'Etat un candidat au trône royal fut désigné et beaucoup de réformes furent abolies. Les tendances progressistes du professeur Stolberg défendant « une république » extrêmement monarchiste n'étaient qu'une façon habile d'exprimer les intérêts de la bourgeoisie. Ce point de vue, soutenu par un certain nombre de partisans de l'Entente, semblait parfaitement acceptable lorsqu'éclata le scandale avec le kaiser.

Le prolétariat reçut une nouvelle leçon. La bourgeoisie se montra prête à vendre sans hésiter son pays à l'impérialisme de l'Entente contre du pain, des armes et des emprunts, pourvu que le succès dans sa lutte contre la révolution lui fut garanti.

La guerre civile de 1918 remit à l'ordre du jour une série de problèmes nationaux.

L'aristocratie suédoise décida que son heure avait de nouveau sonné du fait qu'elle avait fourni à l'armée blanche un nombre assez important d'officiers. Elle s'empara des meilleures places dans l'armée, dans l'administration civile, le corps diplomatique et attendit avec impatience l'arrivée du roi, préparée en Allemagne, et de sa suite. Elle avait bien contre elle la démocratie petite-bourgeoise des paysans, mais les efforts de celle-ci restaient sans résultat.

Les « progressistes », avec le concours des social-patriotes des rangs de la social-démocratie blanche créèrent en été 1919 une république monarchique après avoir élaboré une nouvelle constitution et promu le professeur Stolberg à la dignité présidentielle, en remplacement du général Mannerheim. Le nationalisme anti-russe joua en cette occasion un rôle important. Les classes moyennes qui s'étaient laissées prendre à la propagande anti-russe s'aperçurent bientôt qu'au lieu des bolcheviks qui reconnaissaient malgré tout l'indépendance du pays elles avaient maintenant affaire aux pires finno-phobes et aux représentants des bandes noires, adversaires invétérés de l'indépendance de la Finlande. Cette dialectique contradictoire de la société capitaliste était absolument inaccessible à la compréhension de la petite bourgeoisie. On trouvait même dans les journaux bourgeois des protestations indignées contre le fait que la « société » russe, non seulement prenait part à la vie des restaurants et des théâtres de Helsingfors, mais encore y donnait le ton.

Les patriotes finlandais qui comptaient, sur la foi des phrases creuses des émigrants russes de Finlande, qu'à défaut des « noirs » les blancs tout au moins reconnaîtraient l'indépendance de la Finlande apprirent de la bouche de Milioukov et de Kerensky à Paris, que leur indépendance ne pouvait être reconnue par « aucun gouvernement russe ». Le gouvernement du Nord-Ouest⁸ qui, selon les instructions de Londres, s'était montré prêt à reconnaître l'indépendance de la Finlande, dirige maintenant ses pas sur Paris chez MM. Sazonov⁹ et Cie.

Et Von der Goltz¹⁰ même, le libérateur de la Finlande, a joué un rôle dans la Prusse orientales au cours d'intrigues qui menaçaient d'étouffer la Finlande par les mains de la réaction russo-allemande.

La question des Îles d'Åland fait l'effet d'un paragraphe spécial dans l'histoire politique contemporaine de la Finlande. La population des îles, qui parle la langue suédoise, est composée de pêcheurs, de petits propriétaires de bateaux, et de paysans. Leur marché d'exportation est Stockholm ; leur patriotisme revêt un caractère purement provincial (ni suédois, ni finlandais). On n'y trouve qu'un très petit nombre d'ouvriers émigrés de Finlande. Au moment de la guerre, civile, la bourgeoisie et les classes cultivées demandèrent secours à la Suède, qui, « obéissant à des considérations humanitaires », envoya ses troupes aux îles ; elles y régnèrent jusqu'à l'arrivée des Allemands. Par la suite, les Suédois démolirent les fortifications.

En compensation pour ce secours reçu les représentants d'Åland vendirent le pays à la Suède, après avoir rassemblé des signatures sous une adresse, dans laquelle la « voix du peuple » exigeait l'annexion des Îles par la Suède. Il est évident que cette dernière désire avoir en sa possession la clef du golfe de Botnie et fait antichambre à Paris pour l'obtenir. Mais la Finlande s'oppose énergiquement à ce « séparatisme », à cette « haute trahison » et les journaux fulminent contre la Suède soulignant le fait qu'un irrédentisme finlandais existe également en Suède, dans les riches régions minières, dont la population finlandaise n'exige pourtant pas son rattachement à la Finlande. M. Branting, cet agent de l'Entente, se prononce évidemment pour la reconnaissance à l'Île d'Åland « du droit de se gouverner elle-même », ce qui ne manquera pas d'être profitable à la Suède. Mais sa seule victoire diplomatique, après une série de désillusions, est une promesse faite aux social-démocrates finlandais à Berne de décider de la destinée des Îles d'Åland¹¹

8 De Ioudenitch.

9 Ancien ministre du tsar, en 1919 associé à Koltchak.

10 Général allemand, dirigeant l'intervention allemande dans la guerre civile finlandaise.

11 Les journaux annonçaient à la fin de décembre, que le congrès du parti social-démocrate avait résilié cette promesse et se prononçait seulement en faveur de l'autonomie pour les îles d'Åland.

au moyen d'un référendum qui aurait lieu dans quelques années (peut-être dans dix ans).

En ce moment, la Finlande blanche essaie de résoudre cette question en octroyant l'autonomie aux îles d'Åland. Les Suédois de Finlande (qui ont obtenu certaines garanties de leurs droits) sont également contre la séparation des îles d'Åland, craignant qu'elle ne mène à l'affaiblissement de l'élément suédois en Finlande. En fin de compte la question des îles d'Åland n'est toujours pas résolue. Chacune des puissances baltiques voit dans ces îles son Gibraltar ; le camarade [Tchitcherine](#) a également déclaré que cette question ne peut être résolue sans la Russie.

La question nationale la plus importante en Finlande est celle de Mourmansk et de la Carélie. En consultant la carte nous remarquons que la frontière orientale historique de la Finlande est loin de correspondre à sa frontière « géographique ».

La population qui habite au delà de cette frontière est composée en majeure partie de Lapons qui sont divisés entre la Norvège, la Suède, la Finlande et la Russie, et il serait plus juste de dire qu'ils sont complètement privés de tout sentiment politique national. Les côtes Mourmanes sont habitées par des Russes, des Norvégiens et des Finlandais. Les Caréliens finlandais près de la mer Blanche et dans la région d'Olonets, au nombre de plus de 100 000, sont des paysans vivant dans les conditions les plus primitives. C'est de leur sein qu'est sorti le barde national finlandais. Ils sont orthodoxes et parlent le finnois. Ils possèdent une certaine éducation russe bien que, dans ces dernières années, une propagande finlandaise nationale soit faite parmi eux.

L'union politique de ces deux régions avec la Finlande fut autrefois l'un des grands désirs des Finlandais. Pendant la guerre mondiale, l'Allemagne tourna ses regards de ce côté ; une riche littérature naquit sur la « Grande Finlande » considérée comme un pays vassal de l'Allemagne qui aurait eu pour frontières le Svir, l'Onega, la mer Blanche et aurait englobé la presqu'île de Kola. La réalisation de ce plan semblait très désirable à l'Allemagne, pour l'exploitation des forêts, des cascades et de la population de la Finlande. A cela s'ajoutait encore la perspective de disposer de plusieurs ports sur l'Océan Arctique et de former un coin entre l'Angleterre et la Russie. Quant aux moyens pour arriver à ce but, ils étaient fournis par le chauvinisme finlandais avec la spéculation sur les forêts pour la bourgeoisie. Il sera utile de rappeler ici qu'au moment des négociations de Protopopov concernant une paix séparée, l'Allemagne consentait à renoncer à toute espèce d'intervention dans la question finlandaise¹².

Au moment de la guerre civile la prise de la Carélie entra dans le programme de Mannerheim, mais il fut obligé d'y renoncer tant par suite des remontrances de la Suède et de l'Allemagne que parce qu'il n'avait pas la force d'exécuter ce plan. De plus, du côté de Mourmansk, il se trouvait d'abord sous la menace des rouges, puis des Anglais. Par suite de la défaite des armées soviétistes une partie des Finlandais rouges, après avoir repoussé les tentatives d'offensive de la part des blancs, resta à Mourmansk. Avec le concours des Anglais, ils y formèrent une « légion finlandaise », mais les Anglais ne réussirent pas à la mener contre la Russie soviétiste. L'Angleterre livra alors ces légionnaires à la Finlande blanche, où ils reçurent une amnistie conditionnée. Cette amnistie ne s'appliqua pas à tout le monde. C'est ainsi, par exemple, que Tokoi, l'auxiliaire de l'Entente, échappé de Russie et déclaré traître à l'œuvre nationale par le Parti communiste finlandais, ne fut pas amnistié.

Au printemps de 1919 le plan des opérations militaires contre Péetrograd comprenait l'offensive des « volontaires » finlandais avec le soutien du gouvernement d'Olonets. Elle fut repoussée en partie avec le concours des Finlandais rouges qui entraient dans la composition de l'armée rouge. Maintenant, tout Finlandais comprend clairement que ni l'Entente et ni la Russie — la Russie réactionnaire — n'ont jamais promis à la Finlande la réunion de ces régions.

Dans la meilleure des conjonctures, la Finlande ne peut espérer recevoir des impérialistes aucun territoire sur le Petchenga, promis par le gouvernement autocrate dès en 1864, et reconnu à la Finlande tout récemment par le traité du 3 mars 1918, annulé maintenant, entre la Finlande rouge et la Russie soviétiste¹³.

Parmi les questions nationales finlandaises il nous reste encore à mentionner celle de l'Ingrie. Il y a dans le gouvernement de Petrograd près de 150 000 paysans finlandais auxquels l'église protestante et une école conservatrice servaient de ciment national.

Un certain courant socialiste, en majeure partie menchévique, s'est manifesté parmi eux après 1905. Actuellement les Ingeriens ont plusieurs programmes nationaux.

Le plus fantastique d'entre eux, qui exige l'annexion de cette région à la Finlande et l'abolition du rôle politique de Petrograd, est actuellement reconnu par la Finlande comme absolument inadmissible. La conduite des officiers de

12 « Vers l'automne, la situation s'aggrava encore. Il devenait évident que la guerre ne laissait plus d'espoir ; l'indignation des masses populaires menaçait à tout instant de déborder. Tout en attaquant, comme auparavant, le parti de la Cour, en l'accusant de « germanophilie », les libéraux estimaient indispensable de sonder pour voir s'il n'y avait pas des chances de paix, car ils préparaient leur lendemain. C'est seulement ainsi que l'on s'explique les pourparlers qui eurent lieu à Stockholm, dans l'automne de 1916, entre le député Protopopov, un des leaders du bloc progressiste, et le diplomate allemand Warburg. » (Trotsky, [Histoire de la révolution russe](#))

13 Au début de 1920, les Caréliens près de la mer Blanche opposèrent, selon les communications des journaux, une résistance armée aux plans de mobilisation du gouvernement blanc du Nord. Ils élurent également leur propre organe de direction. En février, les Finlandais blancs s'emparèrent du Petchenga, ce qui provoqua une grande inquiétude même en Norvège où il existe également un irrédentisme finlandais.

Ioudenitch à l'égard des Ingriens pendant l'offensive du printemps refroidit sensiblement les sentiments nationaux des « blancs ». Néanmoins, il existe encore en Carélie, de l'autre côté de la frontière russe, un camp de partisans ingriens d'où des incursions très douloureuses pour la population des villages environnants ont été faites plus d'une fois. Mais les Ingriens de Russie acquièrent de jour en jour la conviction que le droit de disposer d'eux-mêmes et le droit d'éducation autonome que leur reconnaît la Russie soviétiste crée pour eux les meilleures conditions d'un développement, menacé au contraire par la contre-révolution. Les autres débris du peuple finlandais (au confluent du Volga et du Tver) n'ont également reçu la possibilité de se livrer à un travail de culture nationale que sous le régime soviétiste.

Ils se trouvent certainement en dehors des désirs des pan-finlandais.

Les Estoniens sont également un peuple finlandais et les Finlandais les accablent de politesses. L'hiver dernier il y eut aussi en Estonie des volontaires finlandais dont les exploits ont laissé un souvenir ineffaçable. La bourgeoisie finlandaise observe cependant au sujet de la conclusion d'une alliance avec les Estoniens une extrême circonspection ; elle craint que le « concert » des grandes puissances reconnaisse l'indépendance de la Finlande et refuse les mêmes droits à l'Estonie. La Finlande est déjà arrivée, l'été dernier, à obtenir une reconnaissance conditionnelle, mais son indépendance est encore loin de lui être garantie¹⁴.

Comme on peut le voir par tout ce qui précède, toute une série de problèmes nationaux compliqués dont les plus importants sont similaires à ceux qui existent en Russie se posent en Finlande. Les intérêts de la bourgeoisie finlandaise l'obligent à s'entendre avec la bourgeoisie russe. C'est une question de marché et de nécessité politique. Le sens objectif de la politique de Mannerheim — c'est le soutien de la contre-révolution russe pour la prise de Pétrograd — avec cette conséquence inéluctable que la « nouvelle Russie » dictera ses conditions à la Finlande. Et ceci signifie à son tour que la haute bourgeoisie finlandaise est revenue à son ancien point de vue : *mutatis mutandis* ! Mais il est impossible de l'exprimer ouvertement en Finlande. Très caractéristique est cette phrase du président Stolberg que « les Finlandais périront plutôt que de revenir au misérable état de soumission à la Russie ».

Le soutien des allogènes (les Caréliens, les Ingriens) continue à jouir d'une certaine popularité dans quelques milieux et sera certainement exploité par les impérialistes malgré l'impossibilité réelle de réaliser les desseins de la Grande-Finlande, dans les conditions actuelles. Parmi les social-patriotes les plans visant l'union de la Carélie à la Finlande avaient de très chauds partisans ; bien qu'ils veuillent les réaliser « à l'amiable » au moyen de la démocratie et du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Pourtant les social-démocrates blancs eux-mêmes ont stigmatisé les « expéditions libératrices » du nom d'invasions de brigands capitalistes et d'aventures politiques car elles nuisent à leur politique et provoquent une recrudescence du mouvement révolutionnaire. Et la politique prudente du centre gouvernemental reflète la situation chancelante des petites nationalités placées entre le marteau et l'enclume.

« La guerre libératrice » avec ses conséquences a ouvert les yeux du prolétariat sur le caractère réactionnaire de la politique « nationale ».

« L'autonomie » a été la base de l'impérialisme. Et de jour en jour, an fur et à mesure apparaissent en surface les plans secrets de la bourgeoisie finlandaise, complotés de concert avec la bourgeoisie russe, le prolétariat acquiert la conviction de la nécessité urgente d'une action commune avec le prolétariat russe.

Et il est évident que cette action n'est possible que dans la lutte révolutionnaire. Malgré la différence du langage compliquant à l'extrême cette action commune, le fondement en est déjà posé du fait de la création du Parti Communiste Finlandais. Au moyen de ses livres, de ses éditions et de ses organisations, notre parti propage parmi les prolétaires finlandais les principes fondamentaux du communisme. Les camarades finlandais combattent dans les rangs de l'armée rouge, leurs écoles d'aspirants ont fêté dernièrement l'anniversaire de leur existence et des ouvriers communistes finlandais travaillent dans différentes institutions soviétistes.

Notre parti n'a pas encore élaboré de programme national spécial, mais dans une des résolutions du congrès du parti (septembre 1919) il a exprimé la conviction que le prolétariat révolutionnaire de Finlande accomplira son devoir. Il saura détruire les plans des impérialistes qui entraînent la Finlande dans une guerre contre la Russie, et briser le joug des exploiters. Il réunira la Finlande soviétiste dans une étroite alliance avec la Russie soviétiste ainsi qu'avec les autres républiques soviétistes en voie de formation.

Nous comprenons clairement que les relations entre la Finlande et la Russie ne pourront jamais être établies d'une manière satisfaisante sous un régime capitaliste et que les deux pays ne se trouveront étroitement unis que par un travail commun sur le terrain du régime soviétiste. Il est également évident que la question de la Carélie, comme celle de l'Ingrie, trouveront leur solution sur ce même terrain. Le droit du peuple d'Åland à disposer de lui-même ne pourra être réel tant que ce groupe d'Iles représentera une pomme de discorde entre les puissances annexionistes, c'est-à-dire tant que la mer Baltique ne sera pas environnée de pays pacifiques, gouvernés par le travail. La question nationale dans la Finlande même, épurée par la révolution prolétarienne de toute la saleté apportée par les classes bourgeoises, sera résolue pacifiquement à la satisfaction commune des masses ouvrières finlandaises et suédoises.

¹⁴ La conférence des pays baltiques en janvier 1920 était une tentative faite pour obtenir des impérialistes la reconnaissance et un appui et pour défendre les intérêts des « petits » contre les grands et particulièrement contre le bolchevisme.

Les événements sanglants de Finlande ont ouvert les yeux au prolétariat sur la nature réelle de l'impérialisme. Actuellement cette vérité apparaît de plus en plus clairement dans ce pays et se trouve en relation directe avec le développement du mouvement révolutionnaire. Sous la direction de l'Internationale Communiste et avec son aide, avec le concours de la Russie soviétiste, le prolétariat finlandais résoudra ses problèmes nationaux sous le drapeau de la dictature prolétarienne.